

On ne fera pas plier la Pologne

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 08 novembre 2017

source[Roland Hureaux]La Pologne se trouve depuis de longs mois soumise à une forte pression

La Pologne se trouve depuis de longs mois soumise à une forte pression de l'Union européenne et d'autres institutions au sujet des droits de l'homme. Elle est mise régulièrement sur le banc des accusés pour fermer sa porte à l'immigration extra-européenne (elle reçoit en revanche beaucoup d'Ukrainiens et de Biélorusses), pour restreindre l'accès à l'avortement ou refuser d'instaurer le « mariage » des homosexuels.

Il est aussi reproché à son gouvernement qui représente la droite patriote et catholique (le PiS) de porter atteinte aux libertés. Pour cette raison, Bruxelles menace régulièrement de mettre ce pays « sous surveillance », comme le sera sans doute le futur gouvernement autrichien issu des récentes élections.

Le ton est ainsi donné à toute une série d'organisations qui colportent que la Pologne est sur la voie de la dictature. Ainsi le Barreau de Paris, qui ne s'était jamais inquiété de la suppression des libertés en Pologne au temps du communisme et qui ne s'inquiète pas davantage de leur restriction dans certains grands pays comme les Etats-Unis, a consacré récemment un colloque au recul des libertés en Pologne, avec la caution, il est vrai, de Lech Walesa venu régler quelques comptes avec ses héritiers politiques.

De quelles atteintes s'agit-il ? Essentiellement de deux : la liberté de la presse, menacée, dit-on, par la reprise de contrôle par l'Etat des radios et télévisions publiques, l'indépendance du pouvoir judiciaire que l'on dit restreinte par la loi adoptée le 22 juillet 2017 par la Diète où d'aucuns croient voir une volonté du gouvernement de l'avoir à sa main.

Comment reprocher pourtant à un gouvernement assis sur la légitimité populaire de ne pas se satisfaire d'une situation où la quasi-totalité de la presse publique et privée lui est hostile ? Le secteur public en raison des nominations faites par l'ancien gouvernement, dominé par les libéraux – libertaires pro-européens, anciens communistes désavoués par la population ; le secteur privé du fait qu'il se trouve largement entre les mains de capitaux allemands avec une forte influence du groupe Soros qui s'est juré d'avoir la peau des gouvernements conservateurs d'Europe de l'Est.

En outre, comment l'actuel gouvernement pourrait-il accepter une situation où les magistrats nommés par le pouvoir communiste se cooptent plus ou moins depuis bientôt trente ans ?

Comment ne pas voir ce qu'il y a d'indécemment à ce qu'une partie de l'Europe et même certains Américains, reprochent des manquements à la démocratie à un pays qui a subi un siècle et demi d'oppression étrangère et perdu 6 millions de civils (dont 3 millions de juifs) du fait de l'occupation allemande et soviétique durant la dernière guerre ? Il est vrai que la culture historique et le tact ne sont pas très répandus chez les bureaucrates de Bruxelles campés sur leurs principes étiés. Le cas est aggravé quand c'est l'Allemagne qui ose faire ce genre de critiques.

Le président français qui veut être toujours à la pointe de ce qui est européen en a rajouté, oubliant la vieille amitié franco-polonaise (mais il n'est pas le seul), et poussant l'incohérence jusqu'à réclamer de Varsovie un assouplissement de la directive sur les travailleurs détachés qui a certes de graves inconvénients pour nous mais qui n'en est pas moins dans la ligne de la plus grande intégration européenne qu'il appelle chaque jour de ses vœux. Avec de telles contradictions qui le prendra au sérieux ?

La Pologne cependant ne cédera pas. Pas plus que la Hongrie soumise à des pressions identiques ou la Russie, extérieure, elle, au jeu européen mais qui se trouve aussi dans le collimateur de libertaires. Des révolutions orange destinées, par l'agitation planifiée de l'extérieur, à porter au pouvoir des agents de l'Occident, ont pu avoir lieu à Kiev ou à Tbilissi ; il est douteux qu'elles se produisent jamais à Varsovie, à Prague ou a fortiori à Moscou,, quoi que certains espèrent.

Erreur de diagnostic

Les libéraux libertaires européens se trompent en effet de diagnostic. Ils s'imaginent que si les pays de l'Est (et aujourd'hui l'Autriche) sont hostiles au genre de « progrès » qu'ils veulent leur apporter, c'est parce que ces pays sont encore arriérés et que, peu à peu, ils rattraperont le train de la « modernité » idéologique occidentale.

Grave erreur. Ce qui distingue fondamentalement ces pays du reste de l'Europe, c'est qu'ils ont fait l'expérience du communisme : 73 ans pour la Russie et les anciennes républiques soviétiques, 45 ans pour les anciens satellites. Parmi ceux-ci l'ancienne RDA qui, plus que le reste de l'Allemagne, résiste à la doxa européenne.

Non sans motifs, ces pays sont unanimes à reconnaître dans la modernité occidentale telle qu'elle se présente aujourd'hui, des caractères fondamentaux qu'ils avaient déjà perçus dans le communisme comme la négation du fait national, de la famille et de l'héritage chrétien. On leur refuse le droit d'inscrire leur législation dans le droit naturel et de préserver leur identité en contrôlant les frontières ; Bruxelles récuse toute idée de racines chrétiennes de l'Europe.

Ajoutons que tous les anciens dissidents soviétiques (notamment Boukovski et Zinoviev) ont vu beaucoup de ressemblances entre le Bruxelles d'aujourd'hui et le Moscou d'hier : un empire non démocratique dirigé par un petit groupe non élu (le Politburo autrefois, la Commission européenne aujourd'hui) appuyé sur une bureaucratie idéologique, une liberté d'expression de plus en plus muselée, une presse unanimiste, les opposants à la pensée dominante diabolisés. Il n'y a certes pas de goulag, encore heureux, mais dans la presse, les affaires, les partis de gouvernement, les opposants à la pensée dominante sont efficacement marginalisés.

Ajoutons le constat que dans le monde politique polonais, les plus enthousiastes de l'Europe supranationale ont été, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, les anciens communistes, tel l'ancien président de la République [Kwaniewski](#). Ceux qui pendant des dizaines d'années ont vécu dans l'addiction idéologique ne s'en libèrent pas si facilement !

Le tunnel idéologique que nous traversons, les Polonais et les ressortissants des autres pays de l'Est ne le connaissent donc que trop bien. Mais ils savent qu'ils en sont sortis et ils n'ont nullement l'intention d'y revenir. George Soros peut attendre.

Roland HUREAUX